

Déclaration d'Alain GIRBAL - Prote principal exclu de l'Imprimerie Nationale reclassé à la DGCP.

Monsieur le secrétaire général,

Mon intervention aurait pu s'intituler :

« La mort de l'Imprimerie nationale ou comment dilapider les fonds publics. »

Les faits que je vais rappeler sont malheureusement éloquents et scandaleux lorsque tout l'appareil d'État parle d'économies.

J'évoquerai ici cinq « épisodes financiers » dont un est sur le point de se terminer.

En 2003, un accord de principe avec le groupe de fonds de pensions américain CARLYLE fut conclu pour le rachat du site de la rue de la Convention, 38 000 m², dans le XVème arrondissement pour la modique somme de 85 M€ (prix bien inférieur au prix du marché).

La vente réelle ne fut conclue qu'en 2006 sans aucune réévaluation du prix de la promesse de vente.

En 2007, l'État rachète ce même immeuble pour 325 Millions (hors taxes) soit 376,7 M€ TTC, après de gros travaux de transformation/réhabilitation effectués entre autre par la société BOUYGUES.

Le montant de ces travaux peut raisonnablement être estimé à une centaine de M€.

L'État a donc dilapidé environ 160 M€ et CARLYLE fait une plus value brute d'environ 240 M€.

Une telle gabegie n'a pas échappé aux parlementaires des deux assemblées, et la Cour des comptes a examiné avec beaucoup d'attention cette opération immobilière désastreuse.

Dans le même temps, l'État recapitalisait l'Imprimerie Nationale à hauteur de 175 M€ et prenait peu ou prou à sa charge le plan de sauvegarde de l'emploi (recapitalisation destinée à donner un nouveau souffle à l'entreprise !).

Plan de sauvegarde de l'emploi qui faisait disparaître 900 personnes !

J'ouvre ici une parenthèse :

- pour les statuts privés, peu de nouvelles ;
- pour les OSD, encore 70 sans emploi ;
- pour ceux qui ont opté pour la prime de départ, peu de nouvelles. Ha si ! À sa manière, un imprimeur d'IN Paris, nous a fait signe il y a deux semaines. Sans emploi après deux ans, il a mit fin à ses jours et repose 6 pieds sous terre.

Merci l'État !

Difficile après l'évocation du décès de notre camarade d'enchaîner sur le deuxième point de mon intervention.

L'abandon des bâtiments centenaires de la rue de la Convention, nécessite la construction d'une nouvelle usine à Choisy-le-Roi dans le val de Marne, avec la encore des subventions publiques.

L'actuel PDG de l'Imprimerie Nationale avait indiqué que cette usine, je le rappelle, cette usine flambant neuve ne vivrait pas.

La division feuille de Choisy est mise en gérance le 1^{er} novembre 2006 et prends le nom d'IN CHOISY.

Elle est en vente aujourd'hui avec à la clé un nouveau plan "social" : 77 personnes licenciées sur 123 !

Ce même PDG refuse d'ailleurs de reconduire les dispositifs du plan précédent, plan négocié notamment avec la CGT au cours d'une réunion marathon de 15 heures, négociation avec des interlocuteurs du plus haut niveau du MINEFI, Monsieur Luc Rémond en étant le président de séance.

Il est inconcevable et inadmissible que le plan qui va concerner les agents de Choisy ne soit pas à l'identique du précédent, puisque dans ce PSE précédent l'avenir de l'usine Feuille de Choisy était déjà annoncé !

Les salariés de cette usine feuille ont d'ailleurs exprimé leur profond désespoir en encartant dans les fascicules budgétaires livrés début octobre une information intitulée " Notre dernier budget ! ", information destinée aux ministres, sénateurs, députés et à tous les lecteurs de ces bleus, fascicules que l'Imprimerie Nationale réalise depuis tant d'années avec tout le sérieux que l'on lui connaît.

En troisième point je parlerai d'Évry Rotatives.

Il en est de même.

Cette unité, inaugurée en juillet 1992, a vu son parc machine s'étoffer avec l'acquisition d'une nouvelle rotative quadrichromie, rotative KBA de 64 pages, en 2002.

Elle est vendue au groupe allemand ARQUANA en 2005 dont l'actionnaire est le très discret fonds d'investissement britannique Printec.

Tiens, encore un fonds d'investissement !

Aujourd'hui, Évry Rotatives est de nouveau à vendre.

Pourtant ce groupe avait déjà cédé les murs en juillet 2007 à une société foncière britannique, le groupe Segro plc, pour 20 M€. Au passage, ARQUANA se fait une plus value de 4,7 Millions - ARQUANA bénéficie toujours des locaux selon le procédé "Sale and Rent Back", soit en français vendre puis louer.

Là encore, quitte à liquider l'Imprimerie Nationale et le Service Public, cette opération aurait pu être réalisée par l'État français qui aurait au moins gagné plus ou moins 5 M€.

Je passerai très vite sur le quatrième point, Istra Rotatives (Istra : Imprimerie Strasbourgeoise).

Istra Rotatives, 160 salariés, a été acquise par l'Imprimerie Nationale en octobre 1997.

Après avoir engagé de gros travaux de bâtiment, l'Imprimerie Nationale a investi et implanté deux énormes rotatives 48 pages quadrichromie, ce qui porte le parc à trois rotatives 48 pages et deux 16 pages.

En avril 2005 la filiale était cédée au groupe franco allemand Opale-Partenaire-Livres qui change de nom et devient Opale-Partenaire-Istra.

Que d'événements positifs en 2005 : la fermeture du site de la Convention, la cession d'Istra et la cession d'Évry !

Je terminerai d'évoquer les « points financiers » en rappelant que la division Fiduciaire douaisienne a pu garder la réalisation des passeports grâce à l'acharnement des salariés de l'Imprimerie nationale.

Le Conseil d'État, en mars 2006, a confirmé l'ordonnance par laquelle le juge des référés du tribunal administratif de Paris a suspendu la décision de l'État de ne pas retenir la candidature de l'Imprimerie nationale pour l'attribution du contrat de fourniture des "passeports biométriques"

L'État voulait confier la confection de ces passeports à un imprimeur breton, ceci en allant contre l'article 2 de la loi 93-1419 du 31 décembre 1993 relative au changement de statut de l'Imprimerie Nationale.

Ledit imprimeur breton a raflé au passage environ 3 M€ de dédommagements, dédommagements versés par l'État, pour ne pas avoir eu le marché promis !

Malheureusement ces cessions ne sont certainement pas terminées.

La création d'une nouvelle filiale "IN Continu et Services SAS" regroupant l'activité Continu douaisienne ainsi que le commercial parisien Grands comptes ; Commercial Grands Comptes qui pour rappel a comme clients prestigieux la DGI, la DGCP, l'INSEE et bien d'autres encore.

Nous avons vu les liquidations des filiales rotatives d'Évry, de Strasbourg, incessamment la filiale feuilles de Choisy, à quand IN Continu et Services SAS ?

Je terminerai mon intervention en rappelant la situation du Patrimoine, qui malgré les nombreuses interventions des élus de l'Imprimerie Nationale, du collectif *Garamonpatrimoine*, de députés, de sénateurs, etc., n'a pas bougé d'un iota.

Cette situation est toujours au point mort.

La mission sur l'avenir de l'Atelier du Livre d'Art et de l'Estampe, lancée par MM. Breton et Donnedieu de Vabre, mission dirigée par M. DUMAS, Inspecteur des Finances, et Mme MAGNAN, Inspectrice générale des Affaires Culturelles est restée sans suite.

Ce rapport a été rendu en fin d'année dernière, mais rien de tangible n'est apparu. Le fond historique, d'une valeur inestimable, continue de croupir dans un hangar d'une zone industrielle d'Ivry sur Seine.

Attend-t-on que les compositeurs et imprimeurs typographes, lithographes, taille-douciers, les fondeurs, les linotypistes, les relieurs d'art, les graveurs de poinçons, capables d'enseigner et/ou de passer leur savoir, de faire vivre cet outil fantastique aient complètement disparu ?

Il est vrai que cette attente, attente qui dure depuis une quinzaine d'années, règlerai le problème et qu'importe le savoir de l'Humanité !

Merci de m'avoir écouté.

Merci de m'avoir écouté et j'espère entendu.

Entendu non seulement sur les « points financiers » sur lesquels l'État ne pourra bien entendu pas faire marche arrière, mais aussi sur l'usine feuille de Choisy le Roi, garante du devoir du service public, l'usine feuille de Choisy le Roi qui peut encore rendre service à l'État comme l'atteste le passé récent, et sur l'Atelier du Livre d'Art et de l'Estampe voulu par François Ier, atelier unique et richesse mondiale.

Pour les Salariés de l'Imprimerie nationale, pour le syndicat des Fonctionnaires Techniques de l'Imprimerie nationale, pour la CGT.